

Malakoff, le 07 novembre 2022

Décision n°2022-57 portant délégation de signature par intérim - Mme Emmanuelle LOUISE

La directrice générale de l'EPIDE,
Vu l'article R3414-18 du code de la défense ;
Vu le décret du 18 mai 2020 portant nomination de la directrice générale de l'Établissement public d'insertion de la défense ;
Vu la décision n° 2019-79 portant nomination de la directrice du centre de Margny-lès-Compiègne ;
Vu la décision n°2022-51 portant délégation de signature ;
Décide :

Art. 1^{er} – Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle LOUISE, directrice du centre de Margny-lès-Compiègne par intérim, à l'effet de signer, au nom de la directrice générale :

1° en matière de gestion des volontaires à l'insertion :

- a) la lettre de convocation des candidats au volontariat pour l'insertion ;
- b) l'ensemble des correspondances relatives au recrutement (mises en attente, différés dans l'admission, refus) ;
- c) le contrat de volontariat pour l'insertion et ses avenants (renouvellement, suspension, transfert, modification d'état civil),
- d) l'attestation de fin de contrat de volontariat pour l'insertion ;
- e) l'attestation de présence des volontaires pour l'insertion ;
- f) la convention de stage des volontaires pour l'insertion ;
- g) la décision de résiliation de contrat de volontariat pour l'insertion pendant la période de rétractation ;
- h) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion suite à la démission du volontaire pour l'insertion ;
- i) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion à l'initiative de l'EPIDE (absences injustifiées, inaptitude, situation incompatible avec les exigences du programme, non retour après suspension) ;
- j) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion au motif d'insertion ;
- k) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion pour réorientation du volontaire pour l'insertion ;
- l) la décision de requalification des motifs de la résiliation d'un contrat de volontariat pour l'insertion ;

- m) la convention générale tripartite de formation au permis de conduire ;
- n) l'attestation de parcours citoyen ;
- o) le contrat de soutien pour les volontaires à l'insertion ;
- p) le renvoi à titre conservatoire ;
- q) l'ensemble des mesures disciplinaires à l'exclusion des cessations anticipées (assorties ou non d'un sursis, les révocations de sursis) ;
- r) la décision de retenue financière pour dégradation de matériel ;
- s) l'attribution de secours d'urgence ;
- t) la déclaration d'accident.
- u) la décision de changement du lieu d'exécution d'un contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;
- v) la décision de souscrire un nouveau contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;

2° en matière de gestion des agents du centre de Margny-lès-Compiègne :

- a) l'attribution de la prime individuelle ;
- b) l'octroi de congés et les autres autorisations d'absence du personnel (CP, RTT, reports) ;
- c) l'avertissement ;
- d) le blâme ;
- e) le procès-verbal d'installation ;
- f) l'ordre de mission ponctuel pour le territoire métropolitain ;
- g) l'indemnisation des nuitées des temps de cohésion ;
- h) la déclaration d'accident du travail.

3° en matière d'achats :

Tout engagement de dépense jusqu'à 5 000 euros HT et 10 000 euros HT s'il découle d'un marché.

4° divers

- a) les contrats de ville ;
- b) les conventions et accords de partenariat n'emportant pas pour l'EPIDE d'engagement financier supérieur à 5 000 euros HT ;
- c) les conventions de stage concernant des stagiaires accueillis par le centre ;
- d) les plaintes déposées au nom de l'EPIDE dans un commissariat de police ou dans une brigade de gendarmerie.
- e) Les mises à disposition de personnel d'intérim dans le cadre du marché national d'hébergement.

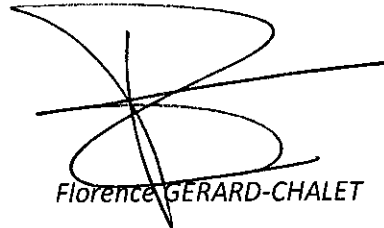
Art. 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle LOUISE, la délégation de signature qui lui est donnée est exercée par M. Abderrahim BOUDJEMAA, Chef du service Insertion Professionnelle et Formation du centre de Margny-lès-Compiègne.

Art. 3 – La décision n° 2022 - 51 portant délégation de signature est abrogée.

Art. 4 - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Art. 5 – Le directeur général adjoint est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'établissement.

La Directrice Générale



Florence GERARD-CHALET
